

# Concertation et expertise juridique

**Vecteurs complémentaires  
de réussite du projet**

JRI BIOGAZ ET MÉTHANISATION  
LIMOGES, LES 11 ET 12 FÉVRIER 2016



**Comment la filière  
méthanisation peut  
bénéficier de la  
coordination entre  
adéquation locale et  
sécurisation juridique  
d'un projet en mettant en  
œuvre, en amont, la  
concertation et  
l'expertise juridique.**

# ADÉQUATION LOCALE ET CONCERTATION

# Beaucoup de réactions

**Méthanisation : tout le monde est pour, personne n'en veut à côté de chez soi**

**Environnement | Usine de méthanisation : "Nous n'en voulons pas !"**

**Vous croyez sérieusement que ça ne sentira pas ?**

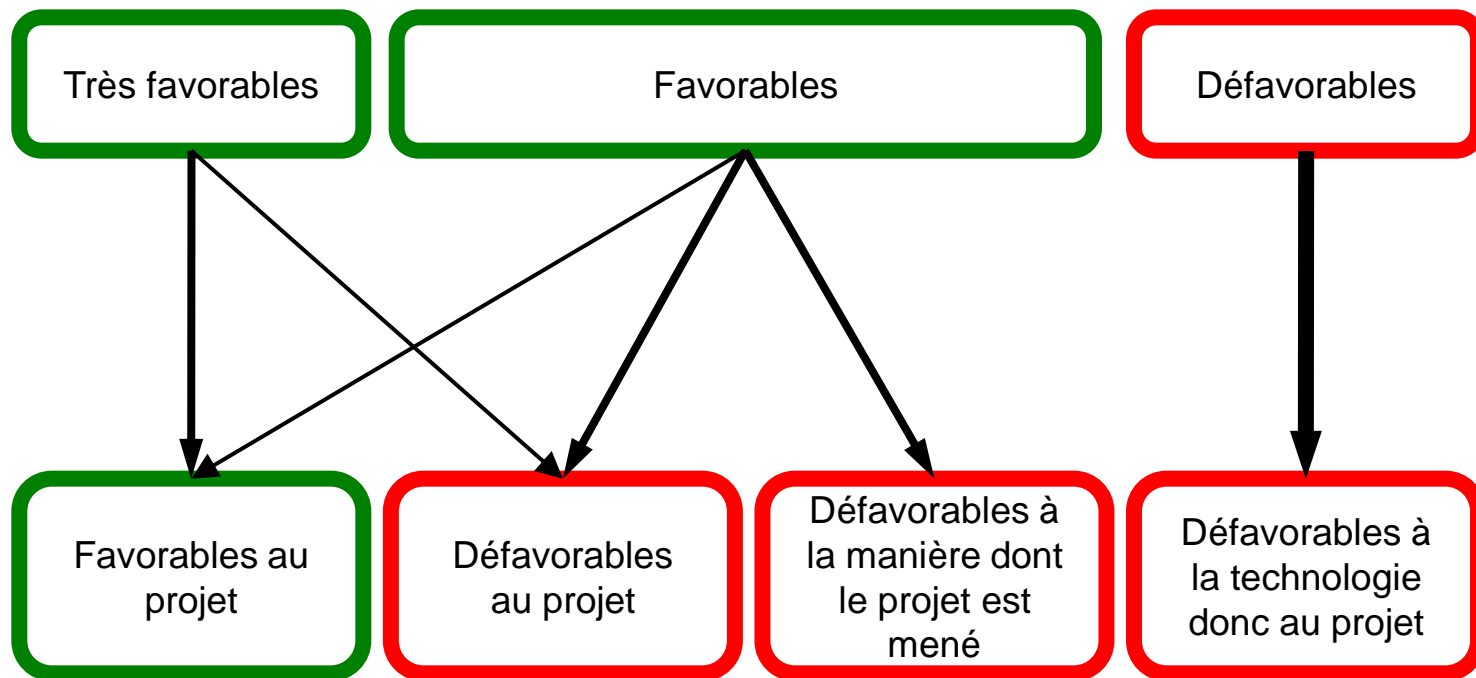
**Vous méprisez la population, vous n'aurez pas raison devant une opinion publique défavorable !**

**Faudra-t-il acheter de l'eau en bouteille ?**

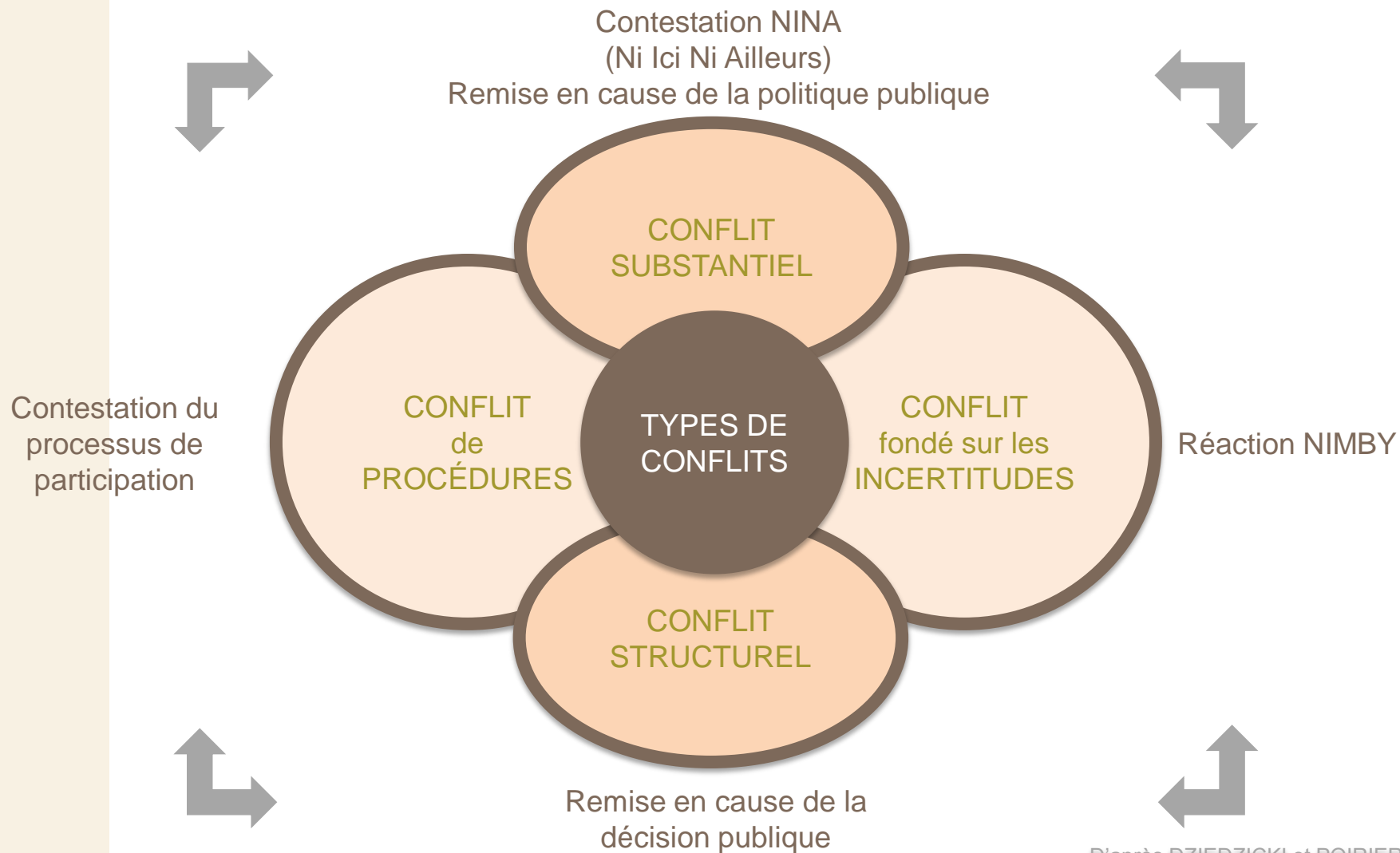
**Le projet de méthanisation inquiète**

# La naissance des oppositions

Perception  
initiale de la  
méthanisation



# Registres du conflit

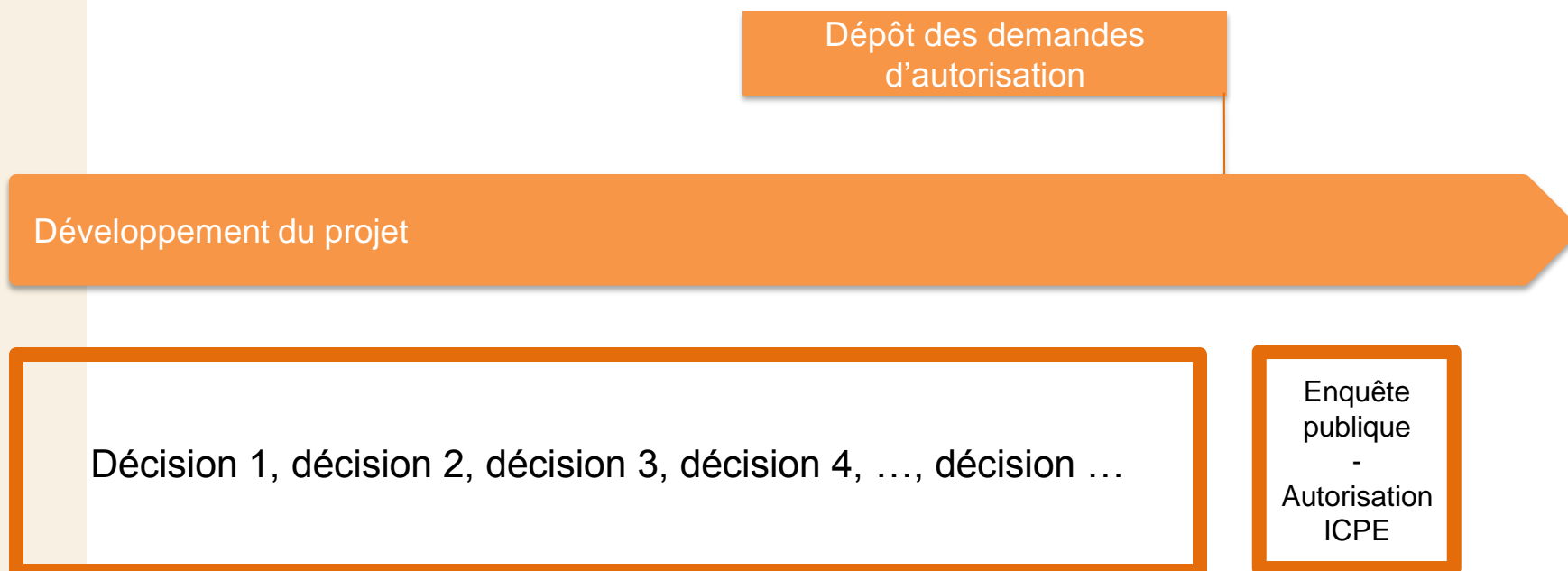


D'après DZIEDZICKI et POIRIER-ELLIOTT

# On ne naît pas « opposant » on entre en opposition par :

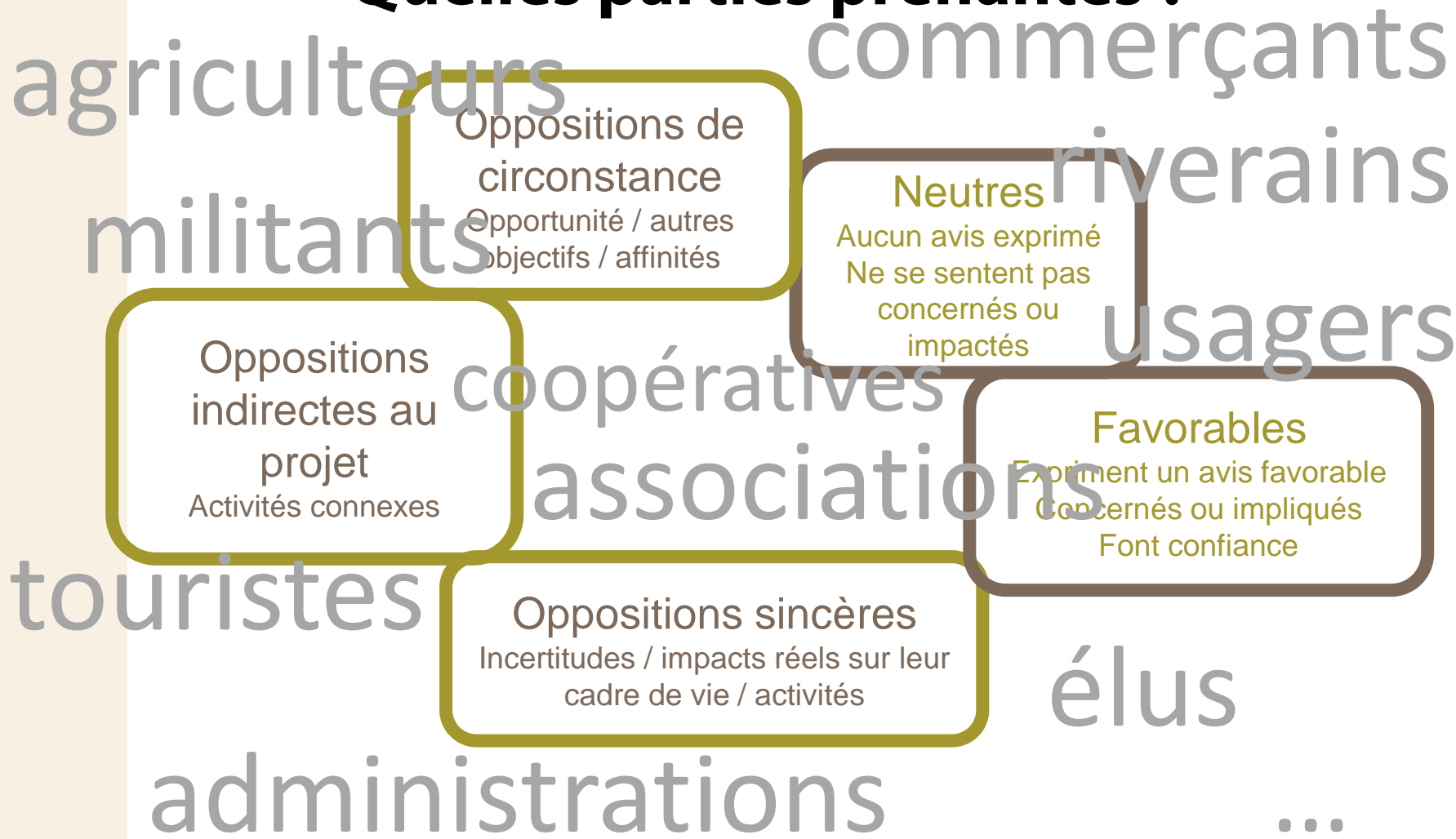
- Manque de confiance
- Défiance
- Manque d'information
- Désinformation
- Intérêt particulier
- Historique
- Jalousies

# La réglementation





## Quelles parties prenantes ?



# La concertation en 3 étapes

Comprendre le territoire, les enjeux, et les parties prenantes

DIAGNOSTIQUER

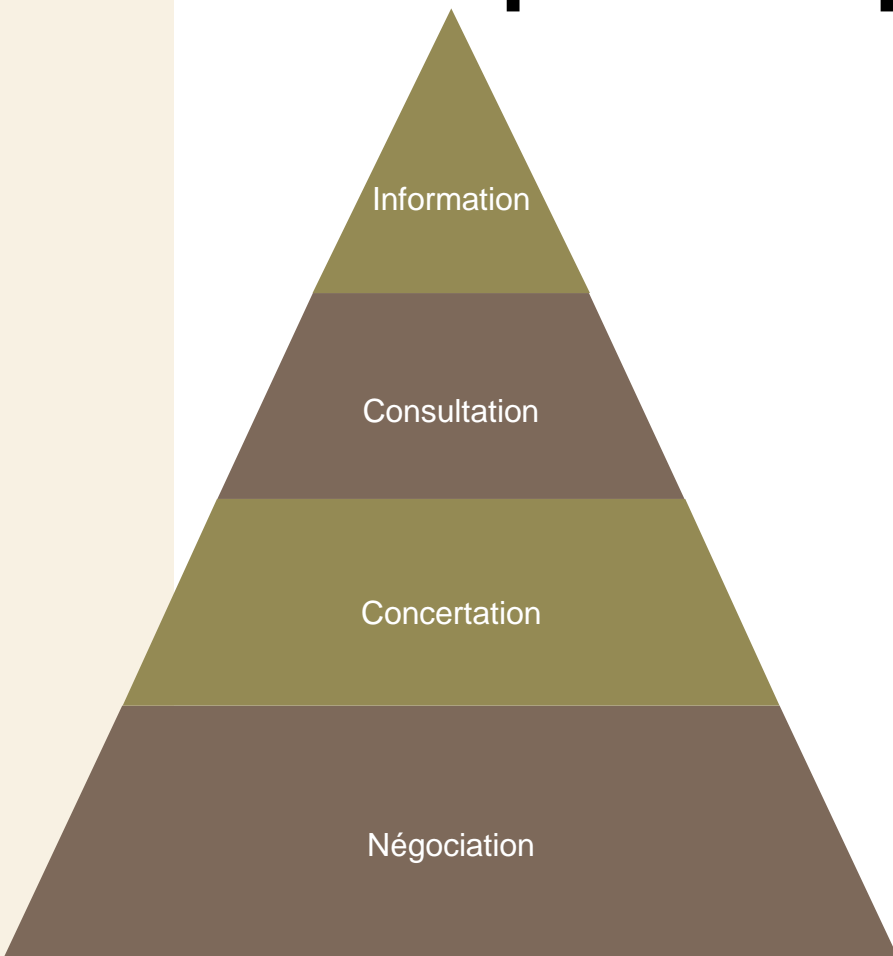
Concevoir le dispositif  
Animer, adapter et assurer le suivi

CONCERTER

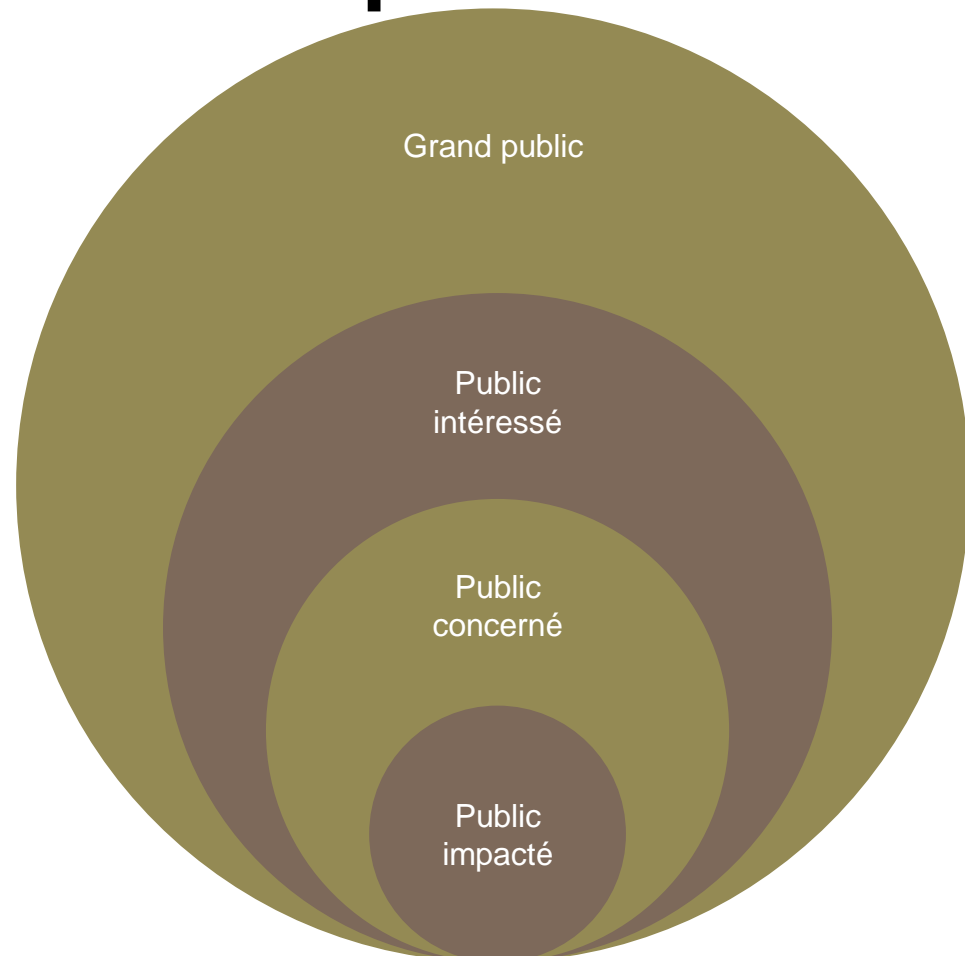
Faire connaître les apports de la concertation

VALORISER

# Adapter le dispositif aux publics



Niveaux de concertation



Types de public

# Des outils simples à coordonner

Instance de  
dialogue

Ouverte  
Structurée  
Transparente

Site internet

Pédagogique  
Ergonomique  
A jour

Consultation  
publique

Large  
Anonyme

Publications

Papier  
Web

Permanences  
Expositions  
Visites

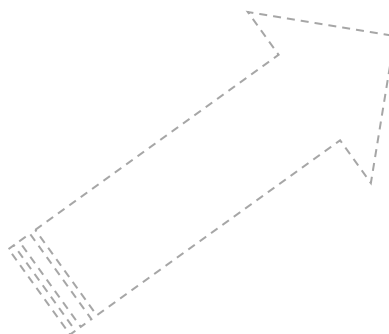
Réunions  
publiques

Animées  
par un tiers

Relations  
média

Régulières  
Anticipées

# Passer du « DAD » au « PER » ...



Instaurer un lien de **confiance durable**  
entre les parties prenantes d'un projet.

## OBJECTIF DE LA SECURISATION JURIDIQUE

Prendre en compte les **intérêts protégés**  
par la réglementation et **pouvoir exploiter**  
dans le respect des règles

# Favoriser une connaissance juridique fine de la zone d'implantation

○ L'identification des enjeux à proximité du projet dès les études pré-faisabilité permet d'anticiper les questions des publics pouvant être concernés:

- Vérification des usages du voisinage (agricole, hameau habité, services publics, voire lieux sensibles)
- Identification des distances minimales à respecter pour « geler » une zone et favoriser une meilleure prise en compte du voisinage
- Recenser les servitudes réglementaires sur le plan patrimonial, faunistique, floristique et architectural le plus en amont : avoir le plus tôt possible une connaissance fine du territoire

# Mesures de prévention du contentieux (1)

○ **Dès les études de pré faisabilité, il convient également de connaître les parties prenantes à qui un regain d'intérêt doit être porté**

- Identifier les associations locales pouvant être concernées, les informer de façon claire et intelligente
- Identifier les publics (voisins, concurrents etc.) et anticiper leurs remarques
- Faire constater, à la date du dépôt du dossier de demande de permis de construire, les associations déclarées en Préfecture dont le ressort couvre le lieu d'implantation (et de ce fait: l'absence d'association pouvant être créé ultérieurement).



# Mesures de prévention du contentieux (2)

## ○ La procédure de certificat de projet permet d'obtenir du préfet un document dans lequel :

- il identifie les régimes juridiques et les procédures dont le projet relève, décrit les principales étapes de l'instruction de ces procédures et établit la liste des pièces requises pour chacune d'entre elles,
- il fixe, pour chacune des procédures relevant de sa compétence, un délai maximal d'instruction,
- il l'informe des autres régimes et procédures susceptibles de s'appliquer, ainsi que de toutes informations que l'Etat peut juger utiles de porter à sa connaissance, dès lors qu'elles sont de nature à aider celui-ci dans la conduite de son projet.

## ○ Peu avant le dépôt des dossiers de demandes (PC/ICPE) ou de demande d'autorisation unique:

- Prendre attache avec la DREAL, service Risques pour échanger sur le projet tel qu'élaboré et peaufiner les pièces avant leur dépôt
- Solliciter l'avis (hors procédures) de services spécialisés (police de l'eau, agriculture, ECLAT, SDIS etc.)

# Mesures de prévention du contentieux (3)

○ Attention aux promesses faites qui peuvent avoir des effets collatéraux

*Exemple:*  
Engagement de  
réfection de  
voirie



S'il n'est pas une  
mesure  
compensatoire, un  
tel engagement  
pourra être vu  
comme une  
tentative de  
corruption (risque  
pénal et financier)



Constant Delatte

06 31 02 01 34

[constant@quelia.fr](mailto:constant@quelia.fr)



**GREENLAW**  
AVOCATS

Stéphanie Gandet

06 42 68 71 69

[stephanie.gandet@green-law-avocat.fr](mailto:stephanie.gandet@green-law-avocat.fr)

# MERCI DE VOTRE ATTENTION